

PÉKIN 2008 APRÈS BERLIN 1936 ?

Marie Holzman

D'après la propagande officielle, tous les Chinois de Chine souhaitent que les JO se tiennent à Pékin. En fait, des voix dissidentes venues de Chine se font entendre de façon de plus en plus éloquente. Leurs arguments méritent d'être écoutés.

Shan Chengfeng, par exemple, épouse d'un membre du Parti démocratique de Chine en prison, avait écrit aux membres du Comité international olympique en février dernier en soulignant que le gouvernement chinois avait libéré Wei Jingsheng en 1993 pour convaincre le CIO d'accorder l'attribution du site olympique à Pékin pour les Jeux de 2000. Elle demandait la libération de Wang Youcai, Wang Ce, Xu Wenli, entre autres.

Cette fois-ci, non seulement le gouvernement n'a libéré aucun dissident, mais il a condamné Shan Chengfeng à deux ans de « rééducation par le travail » pour tentative de subversion. Non seulement le gouvernement chinois n'a pas tenté de donner de lui-même l'image d'un système ouvert et moderne, mais il a fait arrêter une demi-douzaine de chercheurs américains d'origine chinoise, dont Li Shaomin. Et il a eu le culot d'annoncer que le procès de Li Shaomin débiterait le 14 juillet, le lendemain du vote destiné à départager les derniers concurrents, Paris, Pékin et Toronto.

Faut-il y voir une forme de chantage ? La clémence pour Li si le vote est bon, la sévérité dans le cas contraire ? Les chercheurs chinois vivant en Chine ne sont pas plus à l'abri de ce climat de répression tous azimuts : He Qinglian, l'une des économistes les plus en vue du pays, vient de se réfugier aux États-Unis, en déclarant qu'elle craignait pour sa sécurité. Il est vrai que He Qinglian avait eu le mauvais goût de dénoncer la corruption généralisée du système dans un livre paru en 1998, devenu depuis un best-seller, *La Modernisation de la Chine dans le piège*.

La presse n'est pas plus à l'abri, alors que les autorités chinoises s'engagent à laisser toute marge de manœuvre aux journalistes étrangers pour couvrir les JO en 2008. L'un des organes de presse les plus populaires, l'hebdomadaire *Nanfang Zhoumo*, qui avait la mauvaise habitude de dénoncer les drames et les scandales du pays (détournements de fonds, procès iniques, épidémie du sida, etc.), est pratiquement exsangue maintenant que les principaux responsables de la rédaction ont été critiqués, interdits de publication et démis de leurs fonctions.

Qui pense-t-on convaincre lorsque se déclenche une immense campagne de répression contre les membres de Fa Lun Gong maintenant considérés comme une « organisation politique réactionnaire » ? Était-il vraiment indispensable de torturer à mort (ou de pousser au suicide, peu importe) une quinzaine de femmes en prison sous prétexte qu'elles refusent de cesser de pratiquer leur gymnastique respiratoire et leurs méditations ? Près de 300 pratiquants de Fa Lun Gong sont morts de persécution ou faute de soins en prison depuis juillet 1999 et le début de la répression.

Que s'est-il passé entre 1993 et aujourd'hui pour que les dirigeants chinois aient cessé de vouloir donner à l'opinion mondiale l'image d'un pouvoir fort et assuré, en harmonie avec sa population ? Une prise de conscience cynique que l'opinion internationale n'avait que peu d'influence sur les institutions internationales.

La croissance économique et l'accumulation inégale des richesses ont provoqué de tels écarts entre les diverses couches de la société que le président Jiang Zemin s'est senti obligé d'annoncer que la lutte des classes n'était plus à l'ordre du jour en Chine. Il n'a pas tort : qui, mieux que la classe au pouvoir, incarne maintenant la bourgeoisie profiteuse et l'exploiteur ? Les autorités reconnaissent elles-mêmes que des centaines de milliers d'incidents éclatent tous les ans entre paysans et gouvernements locaux, entre ouvriers mis au chômage, retraités ne touchant pas leurs allocations et directeurs d'entreprises d'État, pour ne citer qu'eux.

Pour une grande partie de la population chinoise angoissée par la vie quotidienne, l'avenir de leurs enfants, l'impossibilité de les scolariser dans des écoles de plus en plus coûteuses, pour les adultes inquiets de voir leurs vieux parents tomber malades alors que les frais médicaux restent à leur charge, la tenue des JO à Pékin ne sera qu'un fardeau de plus.

Dans les *chat rooms* de l'Internet chinois une information circule : la construction des infrastructures pour les JO coûtera 32 milliards de dollars. Avec cet argent-là, on pourrait construire 100 000 écoles. Si au moins ces infrastructures pouvaient réellement apporter des richesses durables au pays... Mais les chinois savent déjà que, la corruption passant par là, bâtiments, routes d'accès, électrification des installations risquent d'être de qualité médiocre, voire dangereux.

Quant à rêver que le gouvernement chinois lâchera la pression sur sa population une fois qu'il sera certain d'accueillir les JO, qui y croit encore ? La nouvelle légitimité donnée au pouvoir par cet assentiment international ne lui permettra-t-elle pas, au contraire, de réprimer au nom de la raison d'État, de cette sacro-sainte stabilité qui devra être maintenue à tout prix ?

Les dictatures n'ont jamais rien trouvé de mieux que les grands chantiers de construction pour canaliser les mécontents. La Chine d'aujourd'hui est un pays de plus en plus ouvert sur le monde, mais sans justice sociale. Cette combinaison dangereuse provoque plus souvent la xénophobie et le nationalisme que la montée de la démocratie. Les penseurs comme Wu Guoguang, qui enseigne maintenant à Hongkong, ne cessent de le répéter. Pourquoi ne pas les croire ? Jeux olympiques et nationalisme : une combinaison qui fit ses preuves en 1936, à Berlin.

Marie Holzman

*Sinologue et présidente de Solidarité Chine
Tribune publiée dans Le Monde daté du 11 juillet 2001*